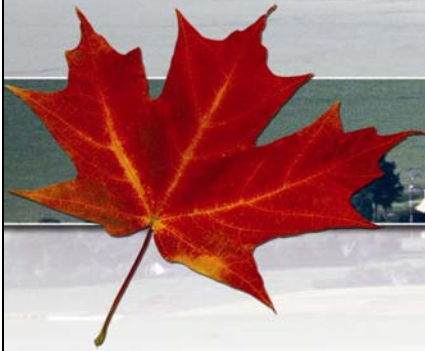




Gouvernement
du Canada

Government
of Canada



Équipe Rurale Canada

RAPPORT ANNUEL 2006-2007

N° de publication : 10584F

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2008

Canada The word "Canada" in a serif font, with a small red maple leaf icon above the letter "a".

TABLE DES MATIÈRES

	Page
1. AVANT-PROPOS	1
2. REMERCIEMENTS.....	1
3. CONTEXTE.....	1
4. RÉSULTATS POUR 2006-2007	3
5. L'EXERCICE EN COURS 2007-2008	10
6. MEMBRES ET COORDONNÉES DE L'ÉQUIPE RURALE CANADA	13

Équipe rurale Canada

Rapport annuel – 2006-2007

1. AVANT-PROPOS

Le présent rapport est un résumé d'initiatives entreprises et de partenariats mis en place par les équipes rurales dans chaque province et territoire au pays dans le cadre du Partenariat rural canadien (PRC). Une équipe rurale se compose de représentants de différents ordres gouvernementaux et d'intervenants clés qui invite tous les intervenants à participer à la création de partenariats, de réseaux et d'alliances en vue d'aborder les principaux enjeux des collectivités rurales.

2. REMERCIEMENTS

Le rapport annuel a été rédigé à partir de données fournies par chacune des équipes rurales. Nous offrons nos sincères remerciements à chacun des membres des équipes rurales pour leur contribution à ce rapport.

3. CONTEXTE

Près du tiers de la population canadienne, soit quelque neuf millions de personnes, vivent dans des régions rurales. Des établissements isolés du Nord aux centres de ski en montagne, des collectivités agricoles des Prairies aux villages de pêcheurs maritimes, chacun de ces groupes fait face à des problèmes et défis particuliers. Par contre, toutes les collectivités rurales du pays sont confrontées à une même réalité, à savoir que leurs problèmes ne relèvent pas d'un ministère, d'un programme ou d'un service gouvernemental particulier. Il s'agit plutôt d'enjeux plurisectoriels rattachés à de nombreux mandats qui engagent tous les ordres de gouvernement. En ce sens, tous tirent profit de la collaboration, du réseautage et des activités de partage qui s'opèrent entre toutes les instances les desservant.

Pour composer avec cette réalité, des intervenants clés de chaque province et territoire oeuvrant auprès des collectivités rurales, éloignées et nordiques se réunissent régulièrement au sein d'équipes rurales pour discuter et collaborer sur différentes questions touchant le développement des collectivités rurales. L'Équipe rurale Canada réunit les présidents et les coprésidents de ces équipes, ainsi que des membres de l'administration centrale et des bureaux régionaux du Secrétariat rural. Ce réseau joue un rôle important pour la facilitation du dialogue et la production de rapports sur les grands enjeux du secteur rural.

En mai 2006, l'Équipe rurale Canada a développé les objectifs suivants pour l'exercice 2006-2007 :

- Développer des objectifs et priorités communs pour les Équipes rurales
- Arriver à une compréhension commune des rôles des Équipes rurales
- Renforcer les Équipes rurales et le réseau des présidents et des coprésidents
- Développer des mesures concrètes pour le suivi des recommandations formulées par le groupe de travail sur les initiatives propices à la collaboration et par le groupe de travail chargé du rapport annuel

Nous avons réalisé des progrès vers l'atteinte de ces objectifs au cours du dernier exercice :

A) Un document sur les principes et rôles communs des équipes rurales a été produit et distribué à l'automne passé et est joint au présent rapport.

B) L'ébauche d'une approche collaborative a été élaborée et distribuée aux membres pour étude.

C) Le présent rapport annuel décrit différents partenariats et initiatives couronnés de succès qui avaient été entrepris par les équipes rurales. Le rapport a été préparé en utilisant les commentaires fournis par chaque équipe rurale, sous la direction du groupe de travail chargé du rapport annuel.

4. RÉSULTATS POUR 2006-2007

A) Principes et rôles communs des équipes rurales

Les équipes rurales agissent en tant que forums collaboratifs intergouvernementaux et interministériels qui soutiennent les citoyens et les collectivités des régions rurales et nordiques. Ces équipes ont pour objectif d'améliorer les communications, la coordination, la coopération et la collaboration en matière de questions rurales entre les organisations fédérales, provinciales et non gouvernementales. En travaillant à l'atteinte de ces objectifs, les équipes rurales soutiennent la création d'un environnement propice à un environnement économique et social positif, en vue d'améliorer la qualité de vie et l'autosuffisance et de soutenir le développement de collectivités rurales et nordiques viables.

La grande variété des secteurs couverts par les membres des équipes rurales place ces dernières dans une position unique pour s'acquitter des rôles décrits ci-dessous, qui visent à susciter la création de grands partenariats autour des enjeux, des priorités et des initiatives qui intéressent les régions rurales, éloignées et nordiques. Ces rôles représentent *les fonctions principales ou essentielles des équipes rurales*, et n'englobent pas nécessairement l'ensemble des fonctions et activités de ces équipes. Ils sont présentés sans ordre particulier, puisque ce sont les circonstances et les réalités politiques et régionales qui déterminent les situations dans lesquelles ces rôles seront utilisés.

(1) Réseautage et collaboration

Les membres des équipes rurales contribuent une vaste gamme de connaissances sur leurs ministères ou organisations respectifs :

- en cernant les possibilités et les liens relatifs aux priorités à grande échelle du gouvernement;
- en déterminant quels programmes et initiatives gouvernementaux existants qui touchent les priorités régionales peuvent donner lieu à des partenariats;
- en renforçant les liens avec les conseils fédéraux (et leurs homologues provinciaux ou territoriaux s'il y a lieu) en vue d'obtenir une participation active des hauts fonctionnaires dans les questions rurales;
- en offrant une perspective rurale aux ministères FPT appropriés.

(2) Éducation et information

Les équipes rurales mènent différentes activités d'information et de sensibilisation en vue de faire connaître les programmes et services destinés aux habitants des collectivités rurales, éloignées et nordiques. Ces activités peuvent comprendre :

- des bulletins;
- des activités de promotion des programmes;
- des visites dans les collectivités.

(3) Collecte de renseignements

Les équipes rurales agissent également à titre d'importantes sources de renseignements pour les gouvernements. Entre autres, les équipes rurales ont la possibilité de valider des données et d'offrir des commentaires sur différentes questions de politique rurale au niveau régional et national :

- en produisant des rapports d'analyse régionaux en vue de soutenir le processus décisionnel en matière de politiques et de programmes;
- en facilitant et en entreprenant des activités de recherche;
- en validant les recherches déjà entreprises;
- en animant des discussions pour des secteurs et régions spécifiques;
- en animant des discussions sur les objectifs stratégiques des équipes rurales;
- en formulant des commentaires dans le cadre du processus d'élaboration des politiques du Secrétariat rural.

B) Approche collaborative

L'objectif du groupe de travail sur les initiatives propices à la collaboration consiste à échanger des idées en vue d'améliorer et de normaliser les processus de collaboration et de partage d'informations entre les équipes rurales. Comme plusieurs initiatives sont menées à l'échelle du pays, les équipes rurales ont de nombreuses possibilités de collaborer sur des questions présentant des enjeux similaires et de partager les leçons apprises. Auparavant, ce groupe de travail misait sur les méthodes de collaboration; néanmoins, même si ces méthodes sont importantes, le groupe estime qu'il est plus efficace de mobiliser les gens sur des enjeux communs et des événements stratégiques clés.

À l'occasion d'une série de quatre téléconférences, le groupe a élaboré un processus en trois étapes pour la détermination des principaux enjeux et priorités des équipes rurales et pour la formulation de réponses régionales et/ou nationales axées sur la collaboration. Le processus vise à inciter les membres de l'Équipe rurale Canada à collaborer et à partager des priorités sur les enjeux ruraux communs. Les trois étapes sont :

Étape 1 – Détermination des priorités des équipes rurales :

Dans le cadre de l'exercice de planification, les Équipes rurales déterminent les principales priorités ou questions touchant leur équipe.

Étape 2 – Partage des priorités et consolidation :

Ayant en main leur liste de priorités provinciales, les présidents/coprésidents des équipes rurales, le personnel du SR et un petit groupe de membres des ER se réunissent à l'échelle régionale¹ pour mettre en commun les priorités et en assurer la consolidation en une seule liste pour la région.

Étape 3 – Équipe rurale Canada :

L'Équipe rurale Canada élabore une ou plusieurs approches/stratégies coordonnées pour donner suite à une priorité rurale donnée à l'échelle nationale ou régionale.

On trouvera un exemple d'initiative de collaboration régionale couronnée de succès à la Section C du présent rapport, sous le titre « Forum sur le repeuplement des milieux ruraux de l'Atlantique ».

¹ Les activités régionales peuvent ne pas se limiter aux six régions conventionnelles du SR. Il pourrait être avantageux de consolider des régions, car certaines d'entre elles ne comptent qu'une province. Cette division régionale reste à déterminer.

C) Initiatives et partenariats auxquels ont participé les équipes rurales en 2006-2007

Toutes les équipes rurales ont entrepris de nombreuses initiatives et établi de nombreux partenariats en 2006-2007. On trouvera dans les pages suivantes un échantillon de ces initiatives et partenariats pour chacun des trois rôles des équipes rurales.

(1) Réseautage et collaboration :

Les exemples suivants illustrent différentes initiatives mises de l'avant par les équipes rurales en 2006-2007 et qui visaient à susciter le réseautage et la collaboration chez les intervenants :

Forum sur le repeuplement des milieux ruraux de l'Atlantique

En novembre 2003, les quatre équipes rurales de l'Atlantique se sont réunies pour la première fois afin de discuter de problèmes ruraux communs et de recenser les possibilités de collaboration qui s'offraient. Ils en sont venus à faire du repeuplement des régions rurales une question autour de laquelle pouvaient se rallier les quatre équipes rurales de l'Atlantique pour trouver ensemble des solutions au phénomène. Pour traiter de cette question cruciale, on a mis sur pied un Comité panatlantique de repeuplement formé de représentants de chacune des équipes rurales et de membres du personnel du bureau régional de l'Atlantique du Secrétariat rural.

Le Comité a très vite convenu que les efforts de repeuplement devaient porter sur trois éléments fondamentaux : le maintien des jeunes, le rapatriement et l'immigration. En partant du principe voulant que les collectivités constituent la pierre angulaire du développement rural, le Comité de repeuplement a organisé un forum panatlantique afin d'aider celles-ci à mieux cerner les difficultés permanentes auxquelles elles doivent faire face et les solutions possibles pour ce qui est de remédier au déclin de la population dans la région. L'événement a suscité de l'intérêt à tous les paliers de gouvernement tout en offrant aux intervenants des collectivités la possibilité de discuter des enjeux et stratégies en matière de repeuplement et de partager les leçons apprises. Le Forum sur le repeuplement a donné lieu à la mise en place de différents comités dans les quatre provinces de l'Atlantique en vue de coordonner les efforts de repeuplement.

Brokering a Partnership – Nouveau-Brunswick

Puisque le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador sont tous deux appelés à relever des défis semblables sur le plan du développement de la main-d'oeuvre, l'Équipe rurale Nouveau-Brunswick a organisé un exercice de réseautage réunissant des membres du modèle Comblent l'écart pour le renforcement des capacités des collectivités de Terre-Neuve-et-Labrador ainsi que des membres du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick. Les deux organisations partagent un même intérêt pour les méthodologies visant à développer des programmes d'études avec des composantes à la fois pratiques et scolaires, en vue de répondre aux besoins spécifiques d'un emploi pour un travailleur sans emploi ou sous-employé. La réunion à Fredericton, Nouveau-Brunswick, a donné l'occasion de partager des pratiques exemplaires et de mettre en place différents efforts de collaboration entre les deux organisations. Cette initiative constitue un bon exemple des avantages à retirer du partage des leçons apprises pour susciter l'innovation au sein des collectivités rurales.

Une idée, une fierté – Québec

Murdochville, ville minière en Gaspésie, a connu son lot de difficultés depuis que Mines Noranda a fermé toutes ses installations d'extraction (1999) et de fonderie (2002) de cuivre. Plusieurs citoyens voulaient que le gouvernement du Québec ferme la ville, d'autres voulaient plutôt relancer Murdochville dans un contexte de diversification économique. Conflits, déchirements ont suivis. En 2004, alors que le climat de concertation et de relance s'améliorait à Murdochville, l'É.R.Q., qui avait été approchée par la Table interministérielle fédérale Gaspésie-les-Îles-de-la-Madeleine afin de proposer des approches possibles, a eu l'idée de suggérer que la collectivité s'inspire d'une histoire semblable, celle d'Éliott Lake en Ontario. C'est ainsi que le maire de cette municipalité ontarienne, qui était passée 10 ans plus tôt par le même processus de fermeture de mine et de reconstruction d'une économie originale et diversifiée, est venu rencontrer les citoyens et le comité de relance de la petite ville gaspésienne. Ce fut un coup de fouet inspirant pour les gens de Murdochville! À l'hiver 2007, interviewée à la radio nationale, la nouvelle mairesse de la ville disait : « Oui, Murdochville va mieux, mais tant qu'on ne sera pas aussi solides qu'Éliott Lake, on aura encore du travail à faire ». Comme quoi, dans un processus de relance, un exemple peut devenir un modèle et être une forte source d'inspiration et de motivation.

Réseau jeunesse – Île-du-Prince-Édouard

À la suite de l'événement « Forum des jeunes leaders » en 2005, qui avait été organisé par l'Équipe rurale Î.-P.-É., un comité directeur sur la jeunesse a été mis sur pied en vue de présider à la création du Réseau jeunesse de l'Î.-P.-É. Après plusieurs réunions, des groupes de discussions et des présentations au gouvernement par le comité directeur, le Réseau jeunesse a été établi. Les principaux objectifs du Réseau consistent à rassembler tous les jeunes de l'île, à leur donner une voix et à développer un site Web à leur intention. Le Réseau jeunesse a été l'hôte du second Forum des jeunes leaders en mars 2007. Les six grands secteurs sur lesquels le Réseau jeunesse concentre ses efforts sont l'éducation, l'emploi, la santé, la rétention des jeunes, l'environnement et les politiques. L'Équipe rurale Î.-P.-É. a joué un rôle crucial dans la création du Réseau jeunesse de l'Î.-P.-É.

Développement communautaire à Pond Inlet – Nunavut

Les membres de l'Équipe rurale Nunavut ont fait une visite d'une semaine à Pond Inlet à la mi-juin afin de discuter du développement potentiel des réserves de minerai de fer de la rivière Mary. Une série de six suicides de jeunes personnes dans une période de six mois avait poussé la ville à prendre des mesures, en créant un comité chargé de susciter une collectivité plus saine. Pendant la semaine, les membres de l'équipe rurale ont assisté à des réunions avec des représentants de la municipalité, des membres du personnel et le directeur de l'école, des agents de développement économique, des membres du comité sur le bien-être de la collectivité, des travailleurs sociaux, des membres du centre de santé local ainsi que certains particuliers de la collectivité.

Les enjeux abordés au cours de ces discussions comprenaient les répercussions actuelles et potentielles du projet d'extraction de minerai de fer (des travaux de développement sont actuellement menés par des membres de la collectivité) ainsi que les répercussions économiques et environnementales à long terme, entre autres une augmentation marquée des possibilités d'emploi, les besoins en formation et les répercussions négatives sur l'environnement et le mode de vie traditionnel de la ville.

Les parallèles avec la situation de la société Tahiuqtiit Society à Kugluktuk étaient frappants, et des contacts ont été immédiatement établis en vue de faciliter l'échange d'idées. Une initiative visant à convertir un ancien bâtiment gouvernemental en centre communautaire nécessitera un soutien du gouvernement du Nunavut. On prévoit avoir d'autres contacts avec cette collectivité d'ici la fin de l'année.

Projet Water Wolf – Saskatchewan

Un comité directeur spécial composé des membres de l'Équipe rurale Saskatchewan collabore étroitement avec le projet Water Wolf dans le centre de la province. Water Wolf est l'un des sites établis dans le cadre du projet de collaboration des collectivités (Community Collaborator Project), l'un des projets de l'initiative Modèles de développement rural. Le projet de collaboration des collectivités a ce de particulier qu'il exige la participation active de l'équipe rurale. Cette participation, en plus de permettre au promoteur d'apprécier de près l'importance de la participation active du gouvernement au processus, entraîne une interaction accrue entre les ministères fédéraux et provinciaux et les collectivités pour ce qui est de l'application du modèle.

Le projet Water Wolf a été mis en place afin de fournir un forum de discussion sur les questions de développement régional et d'en arriver à un consensus pour la planification des infrastructures de la région. Certaines des initiatives actuellement en cours visent les secteurs du tourisme, de la qualité de l'eau, des SIG et des activités de mappage connexes et de l'amélioration des autoroutes locales pour offrir un meilleur accès à la région, et s'inscrivent également dans le cadre de partenariats soutenus avec la nation Dakota Whitecap.

En plus de ces activités, Water Wolf a animé des séances d'information sur la collectivité à l'intention des résidents locaux et des visiteurs, en vue de mettre en valeur le potentiel de la région. Ces séances ont été bien accueillies par les résidents puisque les présentations sont faites par tous les partenaires.

En ce qui concerne les communications courantes, le projet publie régulièrement un bulletin, tient à jour son propre site Web et visite fréquemment toutes les collectivités de la région. Le projet Water Wolf a reçu récemment le Prix d'excellence du ministre provincial de la Saskatchewan.

On trouvera de plus amples informations sur cette initiative sur le site www.waterwolf.org.

(2) Éducation et information :

Les exemples suivants illustrent différentes initiatives mises de l'avant par les équipes rurales en vue d'éduquer et d'informer les Canadiens vivant dans les collectivités rurales, éloignées et nordiques sur les programmes et services mis à leur disposition :

Sommet rural à Osoyoos – Colombie-Britannique

Tous les deux ans depuis 2000, l'Équipe rurale B.-C. organise une conférence rurale qui donne la chance aux résidents et aux intervenants ruraux de discuter des moyens à prendre pour mieux coordonner leurs efforts en vue d'améliorer les activités de réseautage et la capacité des collectivités rurales à l'échelle provinciale. D'une année à l'autre, cet événement a pris de l'ampleur, menant jusqu'au plus récent Sommet rural à Osoyoos. Ce Sommet, qui se tenait du 20 au 22 avril 2006, réunissait plus de 180 participants de toutes les régions de la province, y

compris une forte représentation de jeunes. L'événement a été parrainé et organisé par l'Équipe rurale B.-C., le Réseau rural B.-C. et la SADC d'Okanagan Similkameen.

Les ateliers portaient sur le leadership au sein de la jeune population, le processus de négociation des traités avec les Premières nations, le bénévolat dans les régions rurales, la sécurisation des collectivités, le commerce électronique, les partenariats et d'autres sujets. L'événement représentait une collaboration étendue, avec un financement en provenance de six ministères fédéraux et de deux ministères provinciaux, et a constitué un énorme succès. Le prochain Sommet aura lieu en mars 2008 à 100 Mile House, et portera sur la thématique « Bâtir des collectivités ensemble » (Building Communities Together).

Sommet des leaders sur le changement climatique – Territoires du Nord-Ouest

En mars 2006, le conseiller régional pour les T.-N.-O. avait souligné une lacune potentielle parmi les différents programmes gouvernementaux relatifs au changement climatique. Alors que différents ministères et paliers de gouvernement menaient séparément des initiatives distinctes d'atténuation et d'adaptation, il ne semblait exister aucun mécanisme de coordination global pour ces activités. De plus, une grande partie des activités menées dans le cadre de ces initiatives (recherches, outils, services, programmes) sont présentées au moyen d'une terminologie extrêmement technique et scientifique. Le conseiller régional a conclu à la nécessité d'organiser un événement d'apprentissage dans un langage simple et clair qui permettrait de communiquer cette information aux champions de la collectivité d'une manière plus accessible, en comparaison des conférences et ateliers scientifiques.

Cette opinion a été confirmée par la suite à l'occasion de discussions avec les autres partenaires de l'Équipe rurale T.-N.-O., notamment Ecology North (un organisme non gouvernemental à vocation écologique dont le mandat consiste à éduquer le public en matière de changement climatique), Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) et Environnement Canada. L'idée d'organiser un sommet des leaders sur le changement climatique à Inuvik et d'y inviter les champions et leaders des collectivités a été rapidement adoptée, chacun des partenaires de l'équipe rurale faisant une contribution financière. Le groupe de planification initial a rapidement pris de l'expansion pour inclure la nation Déné, la Arctic Energy Alliance (un autre organisme non gouvernemental à vocation écologique) et le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles du territoire. On tente également d'obtenir la participation de différentes organisations inuvialuit.

Les objectifs du Sommet consistaient à offrir à ces leaders de l'information en langage simple et clair sur les répercussions du changement climatique dans les T.-N.-O., et à susciter des discussions sur les mesures à prendre à ce sujet. Entre autres objectifs :

- Obtenir des renseignements importants sur les répercussions du changement climatique dans les T.-N.-O.
- Prendre connaissance des mesures prises jusqu'à présent pour atténuer les répercussions du changement climatique.
- Prendre connaissance de récits de réussites en matière de gestion et d'adaptation à ces répercussions.
- Discuter des prochaines mesures à prendre potentielles en vue d'aider les collectivités et les régions des T.-N.-O. à planifier et à se préparer aux changements climatiques.

À la suite de leur participation au Sommet des leaders sur le changement climatique, les leaders des T.-N.-O. :

- sont maintenant mieux informés sur les répercussions du changement climatique et sur l'influence qu'ils peuvent avoir sur les plans et les initiatives des collectivités et des régions;
- comprennent mieux les prochaines étapes à mettre en œuvre pour élaborer les plans et développer les initiatives qui permettront de s'adapter au changement climatique;
- sont maintenant plus susceptibles de promouvoir des mesures visant à s'adapter au changement climatique.

Revitalisation des collectivités : Coopératives et autres entreprises sociales – Yukon

La série de séminaires d'apprentissage de 2006 intitulée « Revitalisation des collectivités – Coopératives et autres entreprises sociales », le premier événement de ce genre sur le territoire, a rassemblé des conférenciers du milieu universitaire, du gouvernement et des collectivités qui sont venus présenter leurs connaissances sur le développement social. La diffusion des connaissances sur l'économie sociale présente un intérêt pour l'Équipe rurale Yukon et ses partenaires, puisque ce secteur offre différentes possibilités de revitalisation des collectivités qui ne sont pas offertes par l'économie de marché – du développement des compétences et de la création d'emplois pour favoriser la croissance économique jusqu'à la mise en place de soutiens sociaux tels que garderies et établissements de soins de santé pour favoriser des environnements durables. Les conférenciers ont partagé de l'information obtenue à l'occasion de différentes recherches en cours et ont discuté du développement des nouvelles politiques et de la disponibilité des programmes. Les séminaires se sont conclus avec des exemples pratiques d'entreprises sociales locales au Yukon.

Afin de s'assurer que cet événement soit accessible pour les populations autochtones, l'Équipe rurale Yukon avait obtenu de son partenaire Affaires indiennes et du Nord Canada qu'il couvre les coûts de déplacement à Whitehorse et les frais d'inscription. De nombreux leaders autochtones ont tiré parti de cette occasion (ils représentaient une grande proportion des 28 participants). Les contributions d'autres partenaires tels que Développement des ressources humaines Canada, le Secrétariat aux coopératives, le Conseil fédéral du Yukon et Arctic Co-operatives Limited ont également permis d'inviter de nombreux conférenciers au Yukon pour offrir une perspective nordique des rôles que les entreprises sociales peuvent jouer au sein du territoire.

(3) Collecte de renseignements :

Les exemples qui suivent illustrent plusieurs initiatives des équipes rurales qui ont pour objectif de présenter aux gouvernements national et régionaux des renseignements sur les enjeux qui préoccupent les collectivités rurales, éloignées et nordiques.

Communities as Water Stewards II : Cochrane – Alberta

Les questions relatives à l'eau, y compris la conservation et l'accès, gagnent en importance et influent de plus en plus sur le bien-être des collectivités rurales du sud de l'Alberta, surtout en période de sécheresse. La consommation d'eau croissante de municipalités comme Calgary exerce des pressions additionnelles sur les petites municipalités et petits producteurs établis en aval qui ont besoin d'eau pour irriguer leurs terres. Les problèmes d'eau s'aggravent dans les régions d'Edmonton et de Fort McMurray en raison de l'énorme demande découlant du développement des sables bitumineux et des raffineries de transformation du pétrole. Pour contrer ces problèmes, le colloque Communities as Water Stewards II était coparrainé et coorganisé par des membres de l'Équipe rurale Alberta, du Bow River Basin Council, du Alberta Stewardship Network et de la province de l'Alberta. Cent vingt-cinq délégués de toutes les régions de l'Alberta ont participé à l'atelier : élus du gouvernement, fonctionnaires des

gouvernements fédéral, provincial et municipaux, planificateurs, étudiants, consultants privés, représentants d'organisations de protection de l'environnement, agriculteurs, éleveurs, propriétaires d'entreprises agricoles, représentants des Premières nations et résidents de zones urbaines et rurales.

Le colloque a confirmé la nécessité de renforcer la capacité et la viabilité au sein de la communauté de l'intendance des bassins hydrologiques, qui est basée dans les collectivités et soutenue par des bénévoles, de manière à lui permettre de continuer à promouvoir les intérêts à long terme des Albertains : en offrant des événements de formation qui mettent en commun les réussites, les défis et les possibilités des groupes d'intendance locaux; en aidant les groupes d'intendance à planifier leurs activités; en faisant la promotion des systèmes d'information sur les eaux de surface et les eaux souterraines; et en déterminant les besoins communs au sein de la communauté en vue de les communiquer aux différents paliers de gouvernement qui soutiennent le renforcement de la capacité.

Recherches pour la promotion des politiques rurales – Ontario

Alors que la majorité des nouveaux arrivants s'installent dans les grands centres urbains (Statistique Canada, 2003), et sachant que la plupart des recherches en sciences sociales sont axées sur l'adaptation des nouveaux arrivants en zones urbaines, on sait fort peu de choses sur les immigrants qui vivent dans les régions rurales du Canada. Une étude sur les tendances de l'immigration en milieu rural a été entreprise avec le soutien de l'Équipe rurale Ontario et du Programme de recherches en matière de viabilité des collectivités rurales à l'Université de Guelph. Les données sont fournies par Statistique Canada, et l'étude est financée par Ressources humaines et Développement des compétences Canada. Une aide financière et non financière a également été fournie par le ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario. Les disciplines universitaires de l'équipe de l'Université de Guelph, en combinaison avec le soutien interministériel assuré par l'Équipe rurale Ontario, reflètent la nature collaborative de cette importante étude, dont l'Université a présenté des résultats à l'occasion de différents événements au cours des derniers mois. Entre autres constatations majeures, l'étude a révélé qu'au cours de la période de 1961 à 2001, les immigrants représentaient près de 49 % de la croissance démographique de l'Ontario, avec un nombre croissant d'immigrants optant de vivre dans une Région métropolitaine de recensement (RMR). Avant 1961, quelque 76 % des immigrants optaient de vivre dans une RMR comparativement à 96 % au cours de la période de 1996 à 2001.

Besoins changeants des femmes dans les collectivités rurales et nordiques – Manitoba

En 2004, le Standing Committee on Women's Issues de l'Équipe rurale Manitoba avait commandé une étude sur les besoins changeants des femmes dans les collectivités rurales et nordiques. L'étude, menée par des étudiants des cycles supérieurs de l'Université Brandon et financée par l'Équipe rurale Manitoba, par le Rural Development Institute de l'Université Brandon et par le Women's Enterprise Centre, a été finalement soumise à différents ministères fédéraux et provinciaux. Les trois ateliers abordaient des thèmes communs, soit les liens fondamentaux entre les garderies et les possibilités économiques qui s'offrent aux femmes des collectivités rurales et nordiques, les besoins en matière d'éducation et de formation permanentes, et l'importance mise sur les questions de sûreté et de sécurité.

Au cours de l'exercice 2006-2007, le comité permanent a cofinancé et organisé trois ateliers sur « les besoins changeants des femmes dans les collectivités rurales, nordiques et éloignées » dans les municipalités de The Pas, Dauphin et Thompson au Manitoba. Plus de 100 femmes ont participé aux ateliers en vue de déterminer les mesures à prendre, au niveau de la

collectivité, pour répondre aux quatre enjeux soulignés dans le rapport : éducation et formation, garde d'enfants, emploi et revenu, santé et sécurité. On peut consulter le rapport sur le site Web de l'Équipe rurale Manitoba : http://ruralteammanitoba.cimnet.ca/cim/170C416_673T29018T672T29003.dhtm

Pour l'exercice 2007-2008, le comité permanent prévoit axer ses efforts sur la principale priorité cernée à l'occasion des ateliers : le lien entre la garde d'enfant et le développement économique et les possibilités d'entrepreneuriat. Les participantes aux ateliers de l'exercice précédent contribueront à la planification des activités futures.

Politiques touchant les collectivités rurales – Nouvelle-Écosse

L'initiative des Politiques touchant les collectivités rurales a été créée et est gérée par le Nova Scotia Coastal Communities Network (financé par le PRC à titre d'organisation chargée de la coordination rurale en Nouvelle-Écosse) et par le Atlantic Health Promotion Research Centre, Université de Dalhousie. Le Secrétariat rural et des représentants de l'équipe rurale de Nouvelle-Écosse ainsi que d'autres partenaires des gouvernements fédéral, provincial et municipaux et des universités ont participé aux activités des groupes et équipes de travail. L'initiative a été financée de 2001 à 2006 via le programme Alliances de recherche universités-communautés du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Le Dialogue rural nous avait indiqué que les collectivités rurales et côtières de la Nouvelle-Écosse voulaient savoir comment elles pouvaient influencer davantage sur les politiques publiques de façon constructive et efficace, de manière à mieux refléter leurs réalités et leurs aspirations. En réaction, l'initiative s'est efforcée a) de renforcer les capacités des collectivités rurales et côtières en utilisant les sciences sociales pour influencer sur le développement des politiques; b) de recueillir des données et produire des analyses qui répondent aux besoins des collectivités; c) d'offrir de la formation aux étudiants des cycles supérieurs et aux membres des collectivités; d) de partager les leçons apprises et de créer un mécanisme permettant de discuter plus facilement des questions de politique touchant les collectivités rurales et côtières. Ces efforts ont donné lieu à la création d'une boîte à outils et de différents processus pour aider les collectivités à influencer sur le développement des politiques, ainsi qu'à la création d'un rapport intitulé « Painting the Landscape of Rural Nova Scotia », qui présente des indicateurs et des données de base pour la mesure du changement et la détermination des niveaux de succès dans chacune des dimensions clés de la vie rurale – démographie, économie, éducation, environnement et santé. Enfin, on a créé des forums sur les politiques rurales afin de cerner les principaux enjeux et priorités tous les deux ans.

5. L'EXERCICE EN COURS - 2007-2008

Chaque année, les équipes rurales participent à des exercices de planification stratégique dans lesquels elles déterminent les principaux enjeux du secteur rural et établissent les priorités pour l'exercice à venir. Les plans stratégiques des équipes rurales pour 2007-2008 sont aussi diversifiés que le pays dans lequel ils sont mis en œuvre et reflètent les réalités et priorités uniques de chaque région. Certains thèmes communs peuvent néanmoins être cernés. En 2007-2008, les sujets d'intérêt abordés à l'échelle du pays portent sur la gouvernance et la capacité des équipes, sur le renforcement des capacités communautaires et sur les questions de repeuplement et de migration.

Plusieurs équipes rurales concentrent leurs efforts sur les questions de gouvernance des équipes internes et sur le renforcement des capacités, pour contribuer à une année solide et revitalisée et pour se préparer au renouvellement du Partenariat rural Canadien. À titre

d'exemple, les équipes rurales veillent à assurer une bonne représentation des organisations pertinentes et à renforcer les capacités de communication, en vue de réaliser leurs fonctions de partage d'informations. Entre autres, les équipes soutiennent le développement de bases de données sur le financement à l'intention des collectivités. D'autres utilisent des bulletins, des méthodes de distribution électronique ou des réunions régulières. Plusieurs équipes définissent plus en détail leurs structures en mettant sur pied des sous-comités dans des secteurs fonctionnels tels que les politiques et le recrutement, ou pour certains champs d'intérêts spécifiques touchant les autochtones, les femmes, les jeunes et l'environnement.

En particulier, deux équipes rurales de la région de l'Atlantique vivent une année bien remplie. L'Équipe rurale Terre-Neuve-et-Labrador dispose maintenant d'un nouveau conseiller régional. Par conséquent, les perspectives pour 2007-2008 sont très positives puisque cette équipe maintient son air d'aller en faisant participer de nouveaux membres, tout en établissant de nouvelles priorités stratégiques. Suivant un exercice de planification stratégique, l'Équipe rurale Nouveau-Brunswick a établi trois nouvelles priorités à développer au cours de l'année, notamment la gouvernance locale, l'alphabétisation et la capacité communautaire.

Deuxièmement, le renforcement des capacités des collectivités continue de capter l'attention de chaque équipe rurale. Partout au pays, les équipes rurales poursuivent leurs efforts pour offrir aux collectivités une formation portant sur la Base de données sur les collectivités. En outre, en Colombie Britannique, la nouvelle entente de partenariat Learning Initiatives for Rural and Northern BC (LIRN BC) permet de mieux coordonner la prestation des événements d'apprentissage axés sur le territoire. Six ministères fédéraux, trois ministères provinciaux et huit ONG ont accepté d'organiser des événements d'apprentissage sélectionnés par les collectivités.

Au Yukon, l'équipe poursuit ses efforts de développement des entreprises sociales en organisant des ateliers et en soutenant le développement de réseaux d'économie sociale et une liste de distribution.

En Saskatchewan, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, les équipes collaborent pour organiser des ateliers à l'intention des leaders des collectivités sur l'utilisation des outils existants et des données fournies par les gouvernements. Ces ateliers viendront renforcer la capacité des collectivités de tirer parti de l'information existante pour prendre des décisions éclairées en matière de planification stratégique.

Un troisième thème commun a trait aux questions de repeuplement et de migration. L'Équipe rurale Alberta a proposé d'organiser une séance d'information sur les programmes et services dans le contexte de l'immigration et des pénuries de compétences. En Ontario, l'équipe rurale soutient les recherches sur les stratégies visant à attirer les immigrants vers les collectivités de plus petite taille. L'Équipe rurale Î.-P.-É. développe actuellement des outils et des trousseaux d'information en vue de soutenir les efforts de repeuplement des collectivités rurales, avec entre autres une analyse de la situation démographique actuelle de l'île et un manuel des pratiques exemplaires. L'Équipe rurale Nouveau-Brunswick a déterminé que le développement et l'alphabétisation de la main-d'œuvre constituait une nouvelle priorité – en raison du taux élevé de migration des jeunes hors des petites collectivités, une bonne partie de ces dernières font face au vieillissement d'une population qui présente un taux d'analphabétisme élevé.

Il existe certaines différences régionales marquées, comme en témoignent les plans des différentes équipes rurales. Dans le Nord par exemple, les équipes s'affairent à mettre en place une approche holistique coordonnée pour faire face aux répercussions des paiements relativement au dossier des pensionnats indiens. Au Québec, une priorité majeure pour l'équipe

est l'événement « Opération grande séduction rurale », une journée d'échange d'informations et d'apprentissage ayant pour objectif d'informer les représentants du gouvernement fédéral sur les risques et les possibilités dans les régions rurales du Québec. L'Équipe rurale Québec concentre ses efforts sur les stratégies visant à aider les collectivités rurales à élaborer et mettre en œuvre des plans de développement stratégiques, et sur une campagne de sensibilisation visant les représentants du gouvernement.

Dans les régions de l'Atlantique, les équipes rurales se concentrent sur les questions de gouvernance, tandis que l'Équipe rurale Nouveau-Brunswick porte son attention sur les questions d'alphabétisation.

6. MEMBRES DE L'ÉQUIPE RURALE CANADA ET COORDONNÉES

L'Équipe rurale Canada se compose des présidents et coprésidents de toutes les équipes rurales du pays, ainsi que de membres du personnel du Secrétariat rural. Pour l'exercice 2007-2008, les membres de l'Équipe rurale Canada sont :

Présidents et coprésidents des équipes rurales sont :

<p><u>NUNAVUT</u> Irene Tanuyak Sous-ministre adjointe Adult Learning and Early Childhood Services Ministère de l'Éducation du Nunavut Boîte postale 1000, Station 980 Iqaluit, NU X0A 0H0 Téléphone : 867-975-5600 Télécopieur : 867-975-5635 itanuyak@gov.nu.ca</p> <p><u>YUKON</u> Roslyn Woodcock Directrice exécutive Secrétariat du Conseil fédéral du Yukon 400-300 Main Street Whitehorse, YT Y1A 2B5 Téléphone : 867-667-3872 Télécopieur : 867-667-3387 woodcockr@inac-ainc.gc.ca</p> <p><u>TERRITOIRES DU NORD-OUEST</u> Sandra Turner Représentante ministérielle Société canadienne d'hypothèques et de logement 5201, 50^e avenue, bureau 806 Yellowknife, T.-N.-O. X1A 3S9 Téléphone : 867-873-2637 Télécopieur : 867-8730-3922 sturner@cmhc-schl.gc.ca</p> <p><u>COLOMBIE-BRITANNIQUE</u> Wayne Beggs Économie sociale Diversification de l'économie de l'Ouest Canada 700 - 333 rue Seymour Vancouver, C.-B. V6B 5G9 Téléphone : 604-666-9208 Wayne.Beggs@wd.gc.ca</p>	<p>Todd Wilson Conseiller principal Industrie Canada Boîte postale 1750 Iqaluit, NU X0A 0H0 Téléphone : 867-975-4669 Télécopieur : 867-975-4670 Wilson.todd@ic.gc.ca</p> <p>Kim Cholette Directrice Yukon Regional Economic Development Boîte postale 2703 (F-4) Whitehorse, YT Y1A 2C6 Téléphone : 867-456-3929 Télécopieur : 867-393-6228 kim.cholette@gov.yk.ca</p> <p>Nadine Kainz Directrice, Transition communautaire Ministère des Services à la collectivité de la C.-B. 800 rue Johnson, 1^{er} étage Boîte postale 9490 Station Victoria, C.-B. V8W 9N7 Téléphone : 250-387-2609 Télécopieur : 250-356-9467 Nadine.Kainz@gov.bc.ca</p>
---	--

ALBERTA

Robert Hornbrook
Gouvernement de l'Alberta
201, 7000 – rue 113
Edmonton, AB T6H 5T6
Téléphone : 780-427-4218
Télécopieur : 780-422-7755
robert.hornbrook@gov.ab.ca

SASKATCHEWAN

Dion McGrath
Directeur, Politique rurale
Développement économique et coopératif régional
3085 rue Albert, salle 200
Regina, SK S4S 0B1
Téléphone : 306-787-4483
dmcgrath@rd.gov.sk.ca

MANITOBA

Dale Johnston
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Boîte postale 777, édifice Cargill
712 - 240 avenue Graham
Winnipeg, MB R3C 2L4
Téléphone : 204-983 2124
Télécopieur : 204-984 0360
dale.Johnston@wd.gc.ca

ONTARIO

Ludovic D'Souza
Agent régional en économie
Transports Canada
4900 rue Youge, bureau 300
North York, ON M2N 6A5
Téléphone : 416-952-0170
Télécopieur : 416-952-1059
dsouzal@tc.gc.ca

QUÉBEC

Charles Cantin
Conseiller principal
Direction générale des politiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Gare maritime Champlain
Pièce 350-4 901, rue du Cap-Diamant
Québec, QC G1K 4K1
Téléphone : 418-648-3741
Télécopieur : 418-648-7342
cantinc@agr.gc.ca

Susan Nadon
Conseillère principale sur l'autoroute de
l'information
Industrie Canada
#600 - 1945 rue Hamilton
Regina, SK S4P 2C7
Téléphone : 306-780-5610
Télécopieur : 306-780-6506
Nadon.Susan@ic.gc.ca

Mona Cornock
Directrice, Economy and Rural Development
Knowledge Centre
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurale du
Manitoba
1129 avenue Queens
Brandon, MB R7A 1L9
Téléphone : 204-726-6410
Télécopieur : 204-726-6260
Mona.Cornock@gov.mb.ca

Bruce Riddell
Gestionnaire régional
Agriculture et Agroalimentaire Canada
174 Stone Road West
Guelph, ON N1G 4T1
Téléphone : 519-780-8077
Télécopieur : 519-836-3213
riddellb@agr.gc.ca

<p><u>NOUVEAU-BRUNSWICK</u> John Legault Biologiste en écosystèmes principal Section des océans, Centre des pêches du Golfe Pêches et Océans Canada 343 avenue Université, boîte postale 5030 Moncton, N.-B. E1C 9B6 Téléphone : 506-851-6221 Télécopieur : 506-851-3027 legaultj@dfo-mpo.gc.ca</p> <p><u>NOUVELLE-ÉCOSSE</u> Anthony H. (Tony) Jackson Consultant en programmes, Direction générale des services au citoyen et à la communauté, Service Canada Metropolitan Place, 6^e étage 99 chemin Wyse, boîte postale 1350 Dartmouth, N.-É. B2Y 4B9 Téléphone : 902-426-5067 Télécopieur : 902-426-7090 Anthony.Jackson@servicecanada.gc.ca</p> <p><u>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</u> Marie-Claire Arsenault Agente de programme Patrimoine canadien BDC Place, 4^e étage, 119 rue Kent Charlottetown, Î.-P.-É. C1A 1N3 Téléphone : 902-566-7180 Télécopieur : 902-566-7186 Marie-Claire_Arsenault@pch.gc.ca</p>	<p>Chris Bryant Directeur – Aide à la décision Développement économique de la Nouvelle- Écosse Édifice du Centenaire, 5^e étage 1660 rue Hollis, boîte postale 2311 Halifax, N.-É. B3J 1V7 Téléphone : 902-424-3545 Télécopieur : 902-424-6782 cbryant@gov.ns.ca</p> <p>Kellie Mulligan Agente de développement économique Ministère du Développement et de la Technologie 120 chemin Harbour Summerside, Î.-P.-É. C1N 5L2 Téléphone : 902-432-2705 Télécopieur : 902-432-2634 kamulligan@gov.pe.ca</p>
---	--

Conseillers principaux en politiques et conseillers régionaux du Secrétariat rural :

<p>Renee Umezuki Conseillère principale en politiques, Colombie- Britannique et Yukon 4321 chemin Still Creek, bureau 420 Burnaby, C.-B. V5C 6S7 Téléphone : 604-666-3686 Télécopieur : 604-666-7235 umezukir@agr.gc.ca</p>	<p>Brandon Hughes Conseiller régional, Colombie-Britannique Boîte postale 246, Station Main Nelson, C.-B. V1L 5P9 Téléphone : 250-354-3178 Télécopieur : 250-229-4459 hughes.bn@shaw.ca</p> <p>Shannon Albisser Conseillère régionale, Yukon 400, 300 Main Street Whitehorse, Yukon Y1A 2B5 Téléphone : 867-667-3813 Télécopieur : 867-668-5033 albissers@inac-ainc.gc.ca</p>
--	---

Elliot Hewitt
Conseiller principal en politiques
Alberta, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut
600, 138 – 4^e avenue, SE
Calgary, Alberta T2G 4Z6
Téléphone : 403-292-5644
Télécopieur : 403-292-5668
hewitte@agr.gc.ca

Darell Pack
Conseiller principal en politiques, Manitoba et
Saskatchewan
500 – 303, rue principale
Winnipeg, Manitoba R3C 3G7
Téléphone : 204-984-6510
Télécopieur : 204-983-8357
packd@agr.gc.ca

Barry MacCormack
Conseiller principal en politiques, Ontario
174 route Stone Ouest
Guelph, Ontario N1G 4S9
Téléphone : 519-837-5855
Télécopieur : 519-826-2342
maccormackb@agr.gc.ca

Esther Côté
Conseillère principale en politiques, Québec
Gare maritime Champlain
Pièce 350-4 901, rue du Cap-Diamant
Québec, QC G1K 4K1
Téléphone : 418-648-3737
Télécopieur : 418-648-7342
cotee@agr.gc.ca

Ray Darwent
Conseiller régional, Alberta
Canada Place
9700 avenue Jasper, bureau 720
Edmonton, Alberta T5J 4G5
Téléphone : 780-495-5528
Télécopieur : 780-495-3324
darwentr@agr.gc.ca

Josephine Mackenzie
Conseillère régionale, Territoires du Nord-Ouest
Boîte postale 2438
323, 5101 50^e avenue
Téléphone : 867-766-8452
Télécopieur : 867-766-8457
MacKenzieJ@inac-ainc.gc.ca

Pat Lachance
Conseiller régional, Manitoba
1015 rue Arlington
Winnipeg, Manitoba R3P 3P6
Téléphone : 204-789-7405
Télécopieur : 204-789-7878
pat_lachance@hc-sc.gc.ca

Jock Witkowski
Conseiller régional, Saskatchewan
2^e étage, 1288 avenue centrale
Prince Albert, Saskatchewan S6V 4V8
Téléphone : 306-953-8430
Télécopieur : 306-953-8593
jock.witkowski@servicecanada.gc.ca

Allen McGuire
Conseiller régional, Ontario
31 rue St-Paul
Alfred, Ontario K0B 1A0
Téléphone : 613-679-2218, poste 309
Télécopieur : 613-679-0004
m McGuire@agr.gc.ca

Dominique Richer
Conseillère régionale par intérim, Québec
Gare maritime Champlain
Pièce 350-4 901, rue du Cap-Diamant
Québec, QC G1K 4K1
Téléphone : 418-648-3754
Télécopieur : 418-648-7342
richerdo@agr.gc.ca

Paula Belliveau
Conseillère principale en politiques, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador
1600, rue principale, bureau 210
Moncton, N.-B. E1E 1G5
Téléphone : 506-851-7981
Télécopieur : 506-851-2984
belliveaup@agr.gc.ca

Jean Lambert
Conseiller régional, Nouveau-Brunswick
1600, rue principale, bureau 210
Moncton, N.-B. E1E 1G5
Téléphone : 506-851-2859
Télécopieur : 506-851-2984
lambertj@agr.gc.ca

Robert Maddix
Conseiller régional, Île-du-Prince-Édouard
134 rue Kent, bureau 560
Charlottetown, Î.-P.-É. C1A 7K2
Téléphone : 902-566-7210
Télécopieur : 902-566-7489
rmaddix@acoa-apeca.gc.ca

Keith Cossey
Conseiller régional, Nouvelle-Écosse
1800 rue Argyle, bureau 519
Boîte postale 248
Halifax, N.-É. B3J 2N7
Téléphone : 902-426-8570
Télécopieur : 902-426-3439
cosseyk@agr.gc.ca

Neil Penney
Conseiller régional, Terre-Neuve-et-Labrador
10 Barter's Hill, 5^e étage
St. John's, T.-N.-L. A1C 5X4
Téléphone : 709-772-5685
Télécopieur : 709-772-2940
neil_penney@pch.gc.ca

Personnel de l'administration centrale du Secrétariat rural :

Louise Boudreau
Gestionnaire, Coordination régionale et Dialogue rural
560 rue Rochester, Tour 1
Ottawa ON K1A 0C5
Téléphone : 613-759-7342 Télécopieur : 613-759-6763
boudrkl@agr.gc.ca

Caroline Ménard
Analyste de recherche, Coordination régionale et Dialogue rural
560 rue Rochester, Tour 1
Ottawa ON K1A 0C5
Téléphone : 613-715-5488 Télécopieur : 613-759-6763
menardca@agr.gc.ca

Christine Ouellette
Adjointe administrative, Coordination régionale et Dialogue rural
560 rue Rochester, Tour 1
Ottawa ON K1A 0C5
Téléphone : 613-759-1484 Télécopieur : 613-759-6763
ouelletec@agr.gc.ca

Colette Mandeville
Gestionnaire, Dialogue rural et jeunesse
Dialogue rural
560 rue Rochester, Tour 1
Ottawa ON K1A 0C5
Téléphone : 613-694-2602 Télécopieur : 613-759-6763
mandevillec@agr.gc.ca

L'Équipe rurale Canada tient à remercier les membres sortants suivants pour leur participation et leurs contributions au cours de l'exercice 2006-2007 :

Lloyd Branch, Agence de promotion économique du Canada atlantique, Nouveau-Brunswick
Beth Clarke, Conseil fédéral du Yukon, Yukon
Martin Connelly, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Bill Grandy, Coordination régionale et Dialogue rural, Terre-Neuve-et-Labrador
Michael Hayes, Coordination régionale et Dialogue rural, Nouvelle-Écosse
Serge Maltais, Ressources humaines et Développement social Canada, Québec
Pauline Pelletier, Éducation postesecondaire, Formation et Travail, Nouveau-Brunswick
Peter Reimer, Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales, Manitoba
Shannon D. Sandford, Entreprises Nouveau-Brunswick, Nouveau-Brunswick
Lori Seeley, Industrie Canada / FedNor, Ontario
Doug Sutherland, Santé Canada, Saskatchewan
Bonnie Tulloch, Justice Canada, Nunavut
Sherree Walter, ministère des Services aux collectivités, aux autochtones et aux femmes, Colombie-Britannique